

المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	5
ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	5
ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE....	5
ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	6
ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR.....	6
ARTICLE 7: NANTISSEMENT	6
ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 9: DELAI D'EXECUTION	7
ARTICLE 10: DATE & LIEU DU SIEL	7
ARTICLE 11: NATURE DES PRIX.....	7
ARTICLE 12: CARACTERE DES PRIX	7
ARTICLE 13: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF.....	7
ARTICLE 14: ASSURANCES - RESPONSABILITE	8
ARTICLE 15: RECEPTION PROVISOIRE - RECEPTION DEFINITIVE	8
ARTICLE 16: COMITE DE SUIVI.....	8
ARTICLE 17: MODALITES DE REGLEMENT	8
ARTICLE 18: PENALITES POUR RETARD	8
ARTICLE 19: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS.....	8
ARTICLE 20: RESILIATION DU MARCHE	9
ARTICLE 21: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	9
ARTICLE 22: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES.....	9
ARTICLE 23: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT	9
ARTICLE 24: RECOURS A L'EMPLOI DE LA MAIN D'ŒUVRE LOCALE	9
ARTICLE 25: RETENUE A LA SOURCE EN MATIERE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES ET DE LA TVA	9
ARTICLE 26: PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	9
ARTICLE 27: COLLECTE DE CONSENTEMENT	10
CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES « TERMES DE REFERENCES ».....	11
ARTICLE 28: CONTEXTE DE LA PRESTATION	11
ARTICLE 29: CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 30: LIVRABLES.....	16
ARTICLE 31: EQUIPE DU TITULAIRE	16
ARTICLE 32: CHANGEMENT DU PERSONNEL.....	17
ARTICLE 33: OBLIGATIONS LIEES A LA REALISATION DES PRESTATIONS	17
ARTICLE 34: COPYRIGHT	17
ARTICLE 35: BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF	18



**APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX
N°01/CSEFRS/2025**

Marché passé par appel d'offres ouvert national simplifié sur offres des prix, en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, représenté par son Président, désigné ci-après par « le CSEFRS » ou « le Maître d'Ouvrage ».

D'UNE PART

ET

A- Pour les personnes physiques :

1) Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

Monsieur , Qualité..... ;
Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.
Faisant élection de domicile à : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

2) Cas de l'auto-entrepreneur :

Monsieur , Qualité..... ;
Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.
Faisant élection de domicile à : ;
Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise :
Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque
..... Agence :

B- Pour les personnes morales :

1) Cas des sociétés :

Monsieur , Qualité..... ;
Agissant au nom et pour le compte de , au capital social de : ;
Faisant élection de domicile à : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

2) Cas des établissements publics :

Monsieur , Qualité..... ;
Agissant au nom et pour le compte de ;
Siège à : ;
Affilié à sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;



Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Monsieur , Qualité..... ;
Agissant au nom et pour le compte de , au capital social de : ;
Faisant élection de domicile à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

Désigné ci-après par « le Prestataire » ou « Titulaire »

C- Pour les groupements :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
(les références de la convention)

- Membre 1 : ;

M ;

Agissant au nom et pour le compte de ;

Au capital social ;

Registre de commerce de ;

Affilié à la CNSS sous N° ;

Faisant élection de domicile au : ;

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque
..... Agence :

- Membre 2 : ;

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

.....

Nous nous engageons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M.
(Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des
prestations, ayant un compte bancaire sous N° (RIB sur 24 positions) ouvert auprès ;

D'AUTRE PART



CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert national simplifié sur offres de prix a pour objet la conclusion d'un marché relatif à la conception, l'aménagement et l'équipement du stand du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique (CSEFRS) à l'occasion de sa participation au Salon International de l'Edition et du Livre 2025 (SIEL), et l'organisation des activités y afférentes. Le SIEL sera tenue du **17 au 27 avril 2025**.

ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent appel d'offres consistent en la conception, l'aménagement et l'équipement du stand d'exposition du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique (CSEFRS) au Salon International de l'Edition et du Livre 2025 (SIEL), et organisation des activités y afférentes, qui se déclinent comme suit :

- La conception du stand selon la thématique proposée par le CSEFRS ainsi que les travaux de montage, d'aménagement, de climatisation et de démontage y afférents, qui comprennent :
 - o Les travaux de peinture, de revêtement mural et du sol (fourniture et pose, éclairage, câblage et raccordement) ;
 - o L'équipement et l'installation du stand en mobilier et matériel ;
 - o La décoration par des plantes vertes et compositions florales ;
 - o Le service de manutention, transport et maintenance ;
 - o Le service d'hygiène ;
 - o La fourniture des outils numériques et habillage digital ;
- L'organisation logistique et culturelle de la journée dédiée aux élèves » ;
- La réalisation et production d'une vidéo promotionnelle sur le contenu de l'ouvrage, publié par le Conseil, consacré à sa mémoire institutionnelle ;
- La conception, la production et la mise à disposition d'outils et de supports de communication qui comprennent notamment :
 - o Le développement de la charte graphique et de ses déclinaisons ;
 - o Les travaux de mise en page et d'impression ;
 - o La couverture audiovisuelle et la production des visuels, jingles, teasing...etc.
 - o Conception et réalisation des roll-ups ;
 - o La transmission en direct, sur la chaîne YouTube du Conseil, des deux conférences qui seront organisées durant la période de la tenue du SIEL au niveau des salles de conférence mises en place par les organisateurs du SIEL ;

Ces prestations sont exécutées conformément au chapitre 2 ci-après.

ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont :

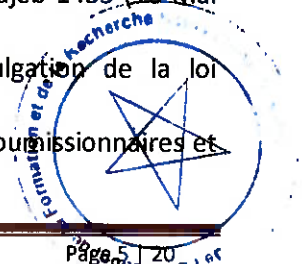
- L'acte d'engagement dûment rempli et signé ;
- Le présent CPS dûment signé ;
- Le bordereau des prix - Détail estimatif ;
- L'offre technique du Titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité N°2.22.431, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La loi N°105-12 relative au Conseil promulguée par le dahir N° 1-14-100 du 16 rajeb 1435 (16 Mai 2014) ;
- Le Dahir N° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le Dahir N°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;



- Le décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) ;
- Le décret N°2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Le décret N°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Le décret royal N°330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement portant organisation Financière et comptable du Conseil Supérieur de l'Education, Formation et de la Recherche Scientifique.
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date de signature du marché.

Ainsi que tous les textes réglementaires se rapportant à l'objet de cet appel d'offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

En application de l'article 142 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), le marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

En application de l'article 143 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), la notification de l'approbation du marché doit intervenir dans un délai maximum de (60) soixante jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, il est fait application des dispositions prévues à l'article 143 du décret précité.

ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Le titulaire est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement.

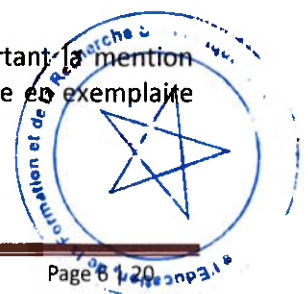
A défaut par le titulaire de satisfaire aux prescriptions de l'article 17 du CCAG-EMO, toutes notifications relatives au présent marché seront valablement adressées au domicile élu par le prestataire.

En cas de changement de son domicile au cours de la période d'exécution de ses obligations, il doit en aviser immédiatement le Conseil dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 7: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir N°1-15-05 du 29 Rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ou par toute personne mandatée par ce dernier à cet effet ;**
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi N°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
3. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi N° 112-13 ;
4. Les paiements prévus au marché seront effectués par **l'agent comptable détaché auprès du Conseil**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers attributaires du présent marché ;
5. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « **exemplaire unique** » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en **exemplaire unique** destiné à former titre pour le nantissement du marché.



ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est un contrat écrit par lequel le titulaire confie, sous sa responsabilité, à un tiers, l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

La sous-traitance ne peut ni dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché toutes taxes comprises, ni porter sur le prix N° 1.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du décret N°2.22.431.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc, notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto-entrepreneurs.

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants. Toutefois, il est tenu de notifier au maître d'ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise, notamment, la nature des prestations sous-traitées, l'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants auxquelles il a confié l'exécution d'une partie des prestations objet du marché.

Lorsque le maître d'ouvrage réalise que les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 27 du décret, il peut, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du contrat de sous-traitance, exercer un droit de récusation, par lettre motivée transmise par voie recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire est tenu de présenter au Conseil les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées, dans le cas où le titulaire du marché recourt à la sous-traitance.

ARTICLE 9: DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution est fixé à **30 jours** à compter de la date de commencement prescrite par ordre de service.

Le transport sur site, le montage du stand, l'installation électrique, la pose de la signalétique ainsi que l'ensemble des travaux relatifs à cette prestation doivent être effectués selon le planning arrêté par le Conseil. **Toute l'installation devra être effectuée au plus tard le 16 avril 2025 à 12h00.**

Le démontage de l'ensemble du matériel et son enlèvement doit être effectué le lendemain de la fermeture du SIEL, soit **le 28 avril 2025.**

ARTICLE 10: DATE & LIEU DU SIEL

Le SIEL est organisé au niveau de l'espace OLM Souissi à Rabat - Maroc, du **17 au 27 avril 2025.**

Pour les prestations relatives à l'organisation de « la journée élèves », celles-ci seront exécutées au Siège du CSEFRS, sis à Angle Avenue Allal El Fassi et Avenue Abdelkarim El khatib (ex-AL MELIA) - Rabat et au niveau du SIEL.

ARTICLE 11: NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les prix du marché sont établis en dirham marocain.

Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

ARTICLE 12: CARACTERE DES PRIX

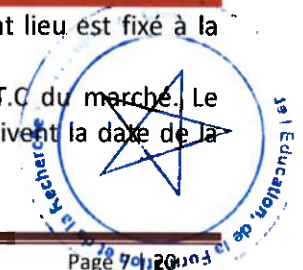
Le prix du marché comprend le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et, de manière générale, toutes les dépenses induites par la prestation objet du marché jusqu'à l'exécution de celle-ci, notamment la retenue à la source instituée par la loi de finances N°50-22 pour l'année budgétaire 2023.

Conformément à l'article 15, paragraphe 1 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE 13: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

- Le cautionnement provisoire ou la caution personnelle et solidaire en tenant lieu est fixé à la somme de **dix-huit mille neuf cents Dirhams (18.900,00 Dirhams).**
- Le cautionnement définitif est fixé à 3% (Trois pour Cent) du montant T.T.C du marché. Le cautionnement définitif de 3 % devra être constitué dans les 30 jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché.



- Par dérogation de l'article 13 du CCAG-EMO, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 14: ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 15: RECEPTION PROVISOIRE - RECEPTION DEFINITIVE

Au cours de l'exécution des prestations, si le comité de suivi constate que les prestations ne sont pas conformes aux dispositions du marché, le titulaire est tenu de satisfaire lesdites observations qui seront consignées dans un procès-verbal dont copie lui sera transmise.

Après la clôture du Salon International de l'Edition et du Livre 2025 (SIEL), le démontage de l'ensemble du matériel, son enlèvement et la remise de tous les livrables prévus ci-dessous, il sera procédé à la réception provisoire.

La réception provisoire est sanctionnée par l'établissement d'un PV de réception provisoire signé conjointement par les membres du comité de suivi désigné à cet effet et le titulaire du marché.

Cette réception provisoire tient lieu de réception définitive du marché.

ARTICLE 16: COMITE DE SUIVI

Pour l'exécution du marché, le Conseil désignera un comité de suivi, qui aura à assurer les fonctions suivantes :

- Assurer l'interface avec le titulaire pour tout ce qui concerne les modalités d'exécution du présent marché ;
- Contrôler l'exécution, assurer le suivi et évaluer la qualité des prestations réalisées.
- Signer le procès-verbal de réception provisoire conjointement avec le titulaire du présent marché.

ARTICLE 17: MODALITES DE REGLEMENT

Pour l'établissement des décomptes, et après prononciation de la réception provisoire et production du procès-verbal de réception provisoire y afférent, le prestataire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture en cinq (05) exemplaires.

Le règlement sera effectué sur la base desdits décomptes en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées sur son Compte bancaire.

ARTICLE 18: PENALITES POUR RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir commencé les prestations dans les délais fixés par l'ordre de service, il lui sera appliqué une pénalité de un pour mille (1‰) par jour calendaire de retard du montant du marché. Cette pénalité court de plein droit et sans mise en demeure préalable et sera prélevée sur la facture de la période correspondante.

Toutefois, le montant global de ces pénalités qui seront appliquées est plafonné à 10% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants.

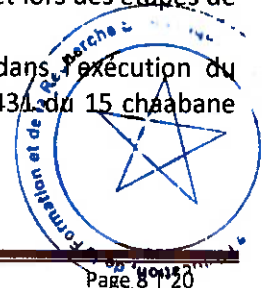
Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO, nonobstant les poursuites à l'encontre du titulaire par endommagement préjudice subi par le Conseil.

ARTICLE 19: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 162 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.



ARTICLE 20: RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret N°2-22-431 du 08/03/2023 relatif aux marchés publics et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 21: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché passé suite au présent appel d'offres, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire de services sont soumis aux tribunaux compétents de Rabat.

ARTICLE 22: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES

Conformément au décret N°2-14-272 du 14 Rejeb 1435 relatif aux avances en matière de marchés publics, notamment son article 2, aucune avance n'est prévue dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 23: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 24: RECOURS A L'EMPLOI DE LA MAIN D'ŒUVRE LOCALE

Conformément à l'alinéa h) du paragraphe B de l'article 16 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), le titulaire du marché est tenu de faire appel à la main d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 25: RETENUE A LA SOURCE EN MATIERE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES ET DE LA TVA

Une retenue à la source au titre de la Taxe sur la Valeur Ajoutée « TVA », sera appliquée sur les opérations effectuées par les prestataires de services et les fournisseurs de biens d'équipement et de travaux assujettis à la TVA en application de l'article 89 – I (5°, 10° et 12°) du Code Général des impôts.

Une retenue à la source en matière d'IS et d'IR, sera appliquée sur les rémunérations allouées à des tiers, en application des articles 4-IV, 15 bis et 45 bis- I du Code Général des impôts.

ARTICLE 26: PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

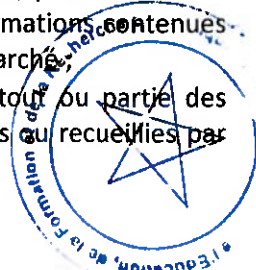
Afin de garantir le secret, la sécurité et la confidentialité des données, le prestataire s'engage à :

- Prendre toutes précautions utiles, afin de préserver la sécurité des données, notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées et empêcher tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par le Conseil ;
- Ne traiter les données que dans le cadre des instructions et de l'autorisation reçues du Conseil ;
- Ne traiter les informations qu'entièrement et exclusivement en son sein et dans le cadre du présent marché ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle et logique, pour assurer la conservation et l'intégrité des données traitées ;
- Prendre toutes mesures permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées ;
- Procéder, à la fin du marché, à la destruction des données, fichiers informatisés ou manuels, figurant sur tout support.

Par ailleurs, le prestataire s'interdit :

- De divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des informations contenues dans des fichiers informatisés ou manuels, ou figurant sur tout support transmis par le Conseil ou concernant les informations recueillies au cours de l'exécution du présent marché ;
- D'utiliser les supports ou documents qui lui ont été confiés, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son compte ou pour le compte de tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies au présent marché, tout ou partie des informations contenues sur lesdits supports ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent marché ;
- De prendre copie ou stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des informations contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent marché.

Le prestataire s'engage :



- À première demande du Conseil à apporter la preuve qu'il dispose des moyens organisationnels, techniques et financiers permettant de garantir le respect et l'effectivité de l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité résultant du marché ;
- À coopérer avec le Conseil dans toutes circonstances mettant en jeu l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité ;
- À permettre la réalisation par le Conseil ou toute personne mandatée par ce dernier et sous réserve que les vérificateurs ne soient pas des concurrents directs du prestataire, de toute vérification lui paraissant utile de l'exécution des obligations par le prestataire. Le prestataire s'engage à coopérer de bonne foi et sans réserve avec les vérificateurs dès lors qu'il sera avisé de la réalisation d'un audit ;
- À mettre en œuvre à ses frais et sans délai toutes mesures correctives soulignées dans le rapport de vérification.

Le prestataire reconnaît :

- Qu'en cas de non-respect des obligations souscrites dans le cadre du présent marché, sa responsabilité pourra être engagée pénalement ;
- Qu'il pourra être tenu responsable envers le Conseil des dommages qui seraient causés par suite d'un manquement aux obligations résultant du présent marché, ainsi qu'au versement de réparations du préjudice subi ;

ARTICLE 27: COLLECTE DE CONSENTEMENT

- Le Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique collecte et traite les données à caractère personnel du fournisseur dans le cadre du traitement ayant pour finalité la gestion des fournisseurs dans le respect des conditions de la délibération de la CNDP N° 98-AU-2015 du 12 juin 2015.
- Ce traitement a fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès de la CNDP sous le numéro A-GF-1018/2023 en date du 13/10/2023
- Le titulaire peut s'adresser au Secrétariat général du Conseil par courriel à l'adresse pdp@csefrs.ma pour exercer ses droits d'accès, de rectification et d'opposition conformément aux dispositions de la loi N° 09-08.



CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES « TERMES DE REFERENCES »

ARTICLE 28: CONTEXTE DE LA PRESTATION

28.1 Présentation du Conseil :

Le Conseil est une institution consultative qui a pour principales missions de donner avis sur toutes les questions d'intérêt national liées aux domaines de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique ; de faire des propositions à même de contribuer au rehaussement de la qualité du système éducatif et de contribuer à l'évaluation des politiques publiques dans ces domaines.

Il a également pour vocation de servir de creuset à la réflexion stratégique sur les questions relevant de son champ de compétence et d'espace pluriel de débat et de mobilisation.

28.2 Contexte de la prestation :

La participation du Conseil au SIEL (Salon International de l'Édition et du Livre 2025), qui se tiendra à Rabat du **17 au 27 avril 2025**, est une fenêtre d'ouverture sur son environnement externe.

En effet, cette participation se fera à travers :

- L'exposition des différentes productions et publications du Conseil (formats papier et numérique) et la diffusion d'un contenu digital ;
- L'organisation de deux (2) conférences au niveau de l'espace conférence du SIEL ;
- L'organisation d'une journée spéciale « élèves » au niveau du siège du Conseil et du stand.

ARTICLE 29: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

29.1 Consistance physique et technique du stand :

Le stand du CSEFRS d'une surface approximative **de 50 m²** devra être aménagé de façon à accueillir le grand public visiteur, en quête d'information sur le Conseil (ses missions, ses publications, la réforme de l'Ecole marocaine, ...) et l'ensemble des activités programmées durant toute la période du SIEL 2025.

L'aménagement du stand devra respecter les normes de sécurité, notamment en termes de conception (adapter l'accès et une partie du mobilier aux personnes à mobilité réduite y compris le comptoir d'accueil) et proposer les signalétiques adaptées aux personnes à mobilité réduite et les malvoyants notamment les signalétiques en braille.

Le stand doit être organisé comme suit :

- **Un espace dédié à l'accueil des visiteurs** qui abritera :
 - 1 espace « accueil des visiteurs » ;
 - 1 espace dédié à l'exposition des ouvrages et publications que les visiteurs pourront consulter ;
 - 1 espace pour la consultation sur les supports digitaux.
- **Un espace aménagé pour le stockage.**

29.2 Consistance des prestations :

Prix N°01 : La conception, l'aménagement et l'équipement du stand du CSEFRS au SIEL 2025

- La Conception du stand (maquette 3D) :

Le prestataire est tenu de proposer une conception du stand en 3D. Le design doit être moderne, esthétique, fonctionnel et ergonomique, adapté à la thématique qui sera proposée par le maître d'ouvrage et doit respecter les objectifs du Conseil et son identité visuelle.

Cette conception 3D du stand vise à donner l'ambiance générale du projet. Elle sera soumise à la validation préalable du comité de suivi des prestations avant le commencement des travaux de réalisation et de mise en place.

N.B : Le prestataire doit proposer un aménagement du stand qui permet d'identifier immédiatement et de façon bien visible le Conseil. Il doit être esthétique et conforme à son identité visuelle.

- Les travaux de montage et de démontage du stand :

Le prestataire est responsable du montage et du démontage du stand. Il doit vérifier à la fin de chaque journée si le montage effectué ne présente aucune défectuosité et que les normes sécuritaires du stand sont respectées.

A la fin du SIEL, le prestataire se chargera du démontage du stand selon les règles et normes exigées par les organisateurs.

- Les travaux d'aménagement qui comprennent :

Les travaux de peinture, de revêtement mural et du sol, d'éclairage, de câblage et de raccordement et de système de climatisation :



- La peinture doit répondre aux normes esthétiques de la conception du stand proposée.
- Le revêtement doit être uni, résistant et peu salissant. Cette prestation inclut :
 - La fourniture et la pose du plancher en bois (approximative 50 m²) avec accès au stand pour personne à mobilité réduite/en situation d'handicap (rampes de 1 m²) ;
 - La pose de la moquette ou similaire ;
 - Des plinthes en bois ;
 - Des bandes d'éveil à la vigilance (9,7 ml) ;
 - La mise en place du câblage électrique et informatique et s'assurer de l'alimentation en internet (fibre optique) pour tous les espaces dédiés. Pour le câblage il doit veiller à ce que celui-ci soit couvert et non apparent et ne cause aucun risque. Le prestataire, doit fournir et installer le câblage électrique et informatique et exécuter les raccordements nécessaires tout en respectant les mesures de sécurité. Le prestataire doit également connecter les bornes interactives à internet.
- L'éclairage du stand est un aspect important dans l'aménagement du stand. Il faut que celui-ci soit conçu de manière à le mettre en valeur. Cette prestation inclut :
 - Des spots halogènes lumineux à divers endroits des entrées du stand (principales et secondaires) devant être orientables selon la position désirée et éclairant bien l'entrée ;
 - Un éclairage adapté pour chaque espace du stand ;
 - Un éclairage pour mettre en valeur le logo du Conseil : Mise en place du logo du Conseil, Les lettres seront en forme de boîtes emboîtable en plexiglass y compris éclairage LED intérieur intégré.
- Le système de climatisation et d'aération doit être adapté à tous les espaces du Stand.

L'Équipement en mobilier et matériel :

Il doit se décliner dans les couleurs qui distinguent la charte graphique du Conseil et doit répondre aux normes de sécurité et d'accessibilité, et être disposé en harmonie avec la conception du stand.

Le prestataire devra également prévoir du mobilier adapté aux personnes à mobilité réduite.

Les spécifications du mobilier et matériel pour chaque espace doivent au moins répondre aux exigences ci-après :

1. Espace dédié à l'accueil des visiteurs doit contenir :

- **Un (1) portrait de Sa Majesté le Roi avec chevalet en bois de dimension de 80 x 60 cm et d'un drapeau ;**
- **Un (1) comptoir/desk d'accueil pour les visiteurs avec les spécificités ci-dessous :**
 - Il doit être clairement identifiable grâce au logo du CSEFRS, dont les lettres prendront la forme de boîtes emboîtables en plexiglass, avec un éclairage LED intégré. Le nom du stand doit également être visible. Le comptoir doit être placé en bordure du stand, idéalement dans un coin où le flux de visiteurs est le plus élevé.
 - Il doit être équipé par quatre (4) tablettes intégrées (Android 13 ou Windows 11, d'une taille minimale de 11 pouces, équipées d'un Snapdragon 8 Gen2 ou d'un Intel i5 10^e génération minimum, et dotées d'au moins 8 Go de RAM).
 - Équipé par quatre (4) tabourets.
 - Et doit contenir un espace de rangement en bois intégrés au comptoir.
- **Une zone dédiée à l'exposition des ouvrages** où les visiteurs pourront consulter et lire les différents ouvrages et publications du Conseil. Elle doit être équipée par :
 - Un présentoir moderne et attirant permettant d'exposer et mettre en valeur les publications papier du Conseil. Il doit être organisé et accessible et pouvant contenir 100 publications. Ces publications devront être organisées par des serre-livres ;
 - Le présentoir devra également comprendre des espaces lumineux pour mettre en valeur les couvertures de certains ouvrages.
 - Deux (2) porte-brochures / plaquettes ;
 - Deux tables de lecture avec chaises (capacité de 5 personnes chacune).
 - Un salon composé d'un canapé de deux (02) places et deux canapés d'une (01) place avec leur table basse.



- **Une zone dédiée aux consultations sur les supports digitaux** qui seront fournis et installés par le prestataire, à savoir :
 - Quatre (4) bornes interactives permettant la consultation et le téléchargement des publications du Conseil, répondant aux spécificités techniques minimales suivantes : Android 13 ou Windows 11, d'une taille minimale de 21 pouces, équipées d'un Snapdragon 8 Gen2 ou d'un Intel i5 10e génération minimum, et dotées d'au moins 16 Go de RAM avec quatre (4) casques compatibles avec l'équipement proposé.
- **Mise à disposition de deux (02) hôtesse qui assureront, en coordination avec le personnel du Conseil, l'accueil et l'orientation des visiteurs.**

2. Un espace aménagé pour le stockage.

L'espace doit être aménagé par un système de rayonnage standard pour faciliter le rangement des publications. Cet espace doit se fermer à clé.

La décoration par des plantes vertes et compositions florales :

Les différents espaces du stand doivent être décorés avec des plantes vertes. Le comptoir d'accueil et l'espace des tables rondes doivent être décorés de compositions florales à renouveler tout au long de la période de tenue du salon.

Le service de manutention, transport et maintenance :

Le prestataire est tenu d'assurer le transport des publications destinées à l'exposition, y compris la manutention. A ce titre il est chargé du chargement et déchargement quotidien des publications, durant toute la période du SIEL du siège du Conseil vers le stand et ce aux horaires et selon les règles qui seront définis par le commissariat du salon.

Le prestataire est également tenu d'assurer pendant toute la durée du Salon un service de maintenance continu des équipements et des matériaux fournis dans le cadre du présent marché.

Le service d'hygiène :

L'entretien et le nettoyage deux fois par jour (matin et début d'après-midi) du stand est à la charge du prestataire durant toute la période du SIEL. Ils devront être assurés par un (e) (1) agent d'entretien.

La fourniture des outils numériques, habillage digital et sonorisation :

Le prestataire doit équiper le stand de :

- **De deux (2) totems dynamiques (Digitaux)** au minimum au format 9:16 intégrés aux murs extérieurs du stand afin d'afficher diverses informations et contenus tels que le programme, les publications à mettre en lumière, les jingles, les teasers, etc ;
- **D'un TV LED 4k 65 pouces** au moins avec support contenant les ports suivants : USB, HDMI, VGA, RCA qui sera installé à l'intérieur du stand ;
- **D'un TV LED 4k 86 pouces** au moins avec support contenant les ports suivants : USB, HDMI, VGA, RCA qui sera installé sur la façade externe du stand ;
- **D'un système de sonorisation** composé de quatre (04) micro-baladeurs une table de mixage et des enceintes amplifiées.

Le système de sonorisation proposé doit répondre aux exigences de la Centrale du SIEL qui seront communiquées ultérieurement.

Prix N°02 : L'organisation logistique et culturelle de la journée dédiée aux élèves :

Une journée sera organisée au profit de 100 élèves représentant différentes régions du Maroc, et se déroulera au **siège du Conseil et au stand du Conseil**.

Pour l'organisation de cette journée, le prestataire doit :

- **Livrer cent (100) packs** constitués de gilets, de badges et de casquettes personnalisées suivant les orientations du Conseil.
- **Assurer l'animation de cette journée par 4 animateurs** spécialisés, devant assurer l'animation d'ateliers de théâtre et des activités ludiques selon des thématiques qui seront proposées par le prestataire et validée par le Conseil. L'ensemble des fournitures nécessaires à l'organisation des ateliers sont à la charge du prestataire.
- **Assurer le transport, des 100 élèves, aller – retour, dans des autobus sécurisés :**

- Du lieu de leur hébergement (Hôtel à Rabat) vers le Conseil ;
- Du siège du Conseil vers le SIEL ;
- Du SIEL vers le Conseil ;
- Du Conseil vers le lieu de leur hébergement (Hôtel à Rabat).

Pour la réalisation de ladite prestation, le prestataire doit mettre à la disposition du Conseil **au moins 6 minibus, avec chauffeur, de 17 places chacun.**

Il est à noter que 3 accompagnateurs, désignés par le Conseil, seront affectés à chaque minibus afin d'assurer l'accompagnement et l'encadrement des élèves.

Prix N°03 : Réalisation et production d'une vidéo promotionnelle sur le contenu de l'ouvrage, publié par le Conseil, consacré à sa mémoire institutionnelle

Il s'agit de la réalisation et la production d'une vidéo évoluée en motion design 2D de 1 à 3 min :

- Storyboard et scénario : création d'un storyboard en concertation avec l'équipe de communication du Conseil, avec des validations à chaque étape clé ;
- Animation graphique : création d'animations fluides et esthétiques en 2D pour donner vie aux concepts à communiquer et utiliser des effets spéciaux notamment VFX ;
- Intégration audio : ajout de voix off, musique, et effets sonores pour accompagner l'animation ;
- Intégrations du sous-titrage fournis par le Conseil ;
- Habillage visuel : respect des chartes graphiques du Conseil tout au long du processus de production.

Prix N°04 : La conception, la production et la mise à disposition d'outils et de supports de communication

La conception et la mise en place de la signalétique a pour objet de conférer une plus grande visibilité au Conseil, à son identité et à sa mission.

Elle doit être réalisée dans le respect de sa charte graphique.

L'ensemble de la signalétique doit être réalisée en quatre langues : arabe, amazigh, français et anglais.

- Développement de la charte graphique et déclinaison :

Le prestataire doit proposer une charte graphique des supports de communication en relation avec la participation du Conseil au SIEL. Cette charte sera déclinée à partir de la conception et de l'esprit du stand, notamment celle des signalétiques, des supports et du contenu digital, du programme, des cartons d'invitations, et des visuels du stand du Conseil.

- Travaux de mise en page et d'impression :

- **Mise en page du contenu des supports de communication fournis par le Conseil**, sera exécutée par le prestataire et validée par le comité de suivi. Une fois le contenu intégré et validé, le prestataire procédera aux travaux d'impression selon les spécificités suivantes :
- Impression de **500 exemplaires** des cartons d'invitation avec enveloppe, selon les spécificités suivantes :
 - Cartes doubles (1 pli / rainage) ;
 - Format paysage ;
 - A5 (210 x 148 mm) ;
 - 300 gr couché mat ;
 - Enveloppe Blanche personnalisé avec le logo du Conseil.
- Impression du dossier de presse de **200 exemplaires** (chemise, communiqué, programme) en langue arabe, français.

Consistance de la prestation	Spécificités	
Chemise	Format	A4
	Impression	Impression quadrichromie recto verso sur papier 350grs couché mat + pelliculage mat
	Finition	Forme de découpe pour rabat + rainage
Communiqué	Format et impression	A4, Impression quadrichromie recto verso sur papier 120grs
Programme	Format et impression	A5, Impression quadrichromie recto verso sur papier 135 grs

- Impression de brochures institutionnelle du CSEFRS :

Consistance de la prestation	Impression
Délai d'exécution	1 semaine : livraison du 1er bat 1 semaine après signature du BAT : livraison des impressions
Format	21 x 21 cm
Contenu fourni	Texte, charte graphique...
Langues (bilingue)	Côté arabe + côté français
Couverture	Impression quadrichromie recto/verso sur couché mat 200 grs, pelliculage mat
Intérieur	Impression quadrichromie recto verso sur couché mat 120grs
Finition	Piqué à cheval
Nbre de pages	48 pages
Quantité d'exemplaires	3000

- Impression de la bande dessinée du CSEFRS :

Consistance de la prestation	Impression
Délai d'exécution	1 semaine : livraison du 1er bat 1 semaine après signature du BAT : livraison des impressions
Format	A4
Nombre de pages	8 pages
Contenu fourni	texte, charte graphique...
Langues	Arabe et Amazigh
Couverture + Intérieur	Impression quadrichromie recto verso sur couché mat 120grs
Finition	Piqué à cheval
Nbre de pages	8 pages
Quantité d'exemplaires	1000 en arabe
	1000 en Amazigh
	Total : 2000 exemplaires

- Couverture audiovisuelle (photo et vidéo) :

Le prestataire est tenu de réaliser durant toute la période du SIEL :

- Une (1) couverture photo et vidéo (un photographe/vidéaste disponible durant toute la période du SIEL) mettant en valeur les moments forts de la participation du CSEFRS au Salon ;
- Un (1) Best of / par jour montrant les moments forts de la journée ;
- Un (1) reportage vidéo (best of) de 15 mn montrant les moments forts de la journée Enfant ;
- Deux (2) reportages pour les deux (2) conférences qui seront organisées en marge du SIEL ;
- Un (1) reportage vidéo (best of) de 15 mn montrant les moments forts de la participation du CSEFRS au Salon.

Le prestataire doit remettre les photos et les vidéos au fur et à mesure à l'équipe Communication qui sera présente au stand, et remettre la vidéo du Best of à la fin de chaque jour.

En ce qui concerne le reportage vidéo du Best of global, le prestataire doit le remettre dans les 24h qui suivent le dernier jour du SIEL.

- Conception et réalisation des roll-ups :

Fourniture et impression, selon la charte déclinée, de trois (3) Roll-ups (dimensions : 80 x 200 cm ou 85 x 200 cm).

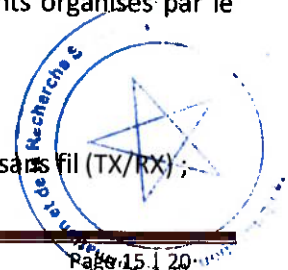
- Diffusion en direct (Live) :

Le prestataire est tenu de :

- Fournir le matériel nécessaire pour la diffusion en direct des événements organisés par le Conseil dans le cadre du SIEL ;
- Assurer la diffusion en direct sur la chaîne YouTube du Conseil.

A cette fin, il est nécessaire de fournir le matériel suivant :

- Une (1) caméra mobile avec une transmission en temps réel vers la régie sans fil (TX/RX) ;



- Une station de travail (Workstation) pour la diffusion Live avec :
 - Carte de captation 2xHDMI
 - Carte graphique dédiée (minimum 6 Go)
 - Mémoire (RAM minimum : 32 GO)
 - Double carte Réseau Ethernet
- Un logiciel de diffusion.
- Un PC de Présentation (PowerPoint, Vidéo/audio, PDF, contenu web ...) avec un pointeur de contrôle sans fil large band.

Le prestataire est également responsable de l'équipement du stand avec une connexion Internet à très haut débit via la fibre optique, et en tant que solution de secours, deux routeurs 5G fournis par deux opérateurs distincts (un routeur par opérateur).

ARTICLE 30: LIVRABLES

Le prestataire est tenu de fournir les livrables suivants :

- La maquette 3D définitive.
- Charte graphique des supports de communication en relation avec la participation du Conseil au SIEL
- Les impressions :
 - 500 exemplaires des cartons d'invitation ;
 - 200 exemplaires des dossiers de presse ;
 - 3000 exemplaires de brochures institutionnelles ;
 - 2000 exemplaires de la bande dessinée du Conseil.
- La vidéo promotionnelle sur le contenu de l'ouvrage, publié par le Conseil, consacré à sa mémoire institutionnelle ;
- Cent (100) packs comprenant : gilets, badges et casquettes personnalisés ;
- Trois (3) Roll-ups (dimensions : 80 x 200 cm ou 85 x 200 cm) ;
- Un disque dur contenant l'ensemble des photos et les vidéos prises durant toute la période du SIEL mettant en valeur les moments forts de la participation CSEFRS au Salon ;
- Un disque dur contenant le reportage vidéo du Best of global.

ARTICLE 31: EQUIPE PROJET

Pour la réalisation des prestations, objet du marché, le titulaire doit mobiliser une équipe projet qui doit comporter parmi ses membres, les compétences requises suivantes :

- **Un (1) chef de projet :**
Diplômé BAC+3 ou plus, ayant une expérience professionnelle d'au moins 5 ans d'expérience dans la gestion, le pilotage de projet, l'organisation et la coordination d'événements similaires, et ayant travaillé sur 5 projets similaires.
Il sera l'unique interlocuteur du Comité de suivi stipulé ci-dessus.
- **Un (1) responsable logistique :**
Diplômé BAC+3 ayant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans les domaines liés aux opérations logistiques de transport en relation avec des opérations de l'événementiel et ayant travaillé sur 3 projets similaires ;
- **Un (1) Directeur artistique**
Diplômé BAC+3 dans le domaine des beaux-arts ou des arts graphiques ayant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans les domaines de l'infographie, le design et la conception de maquettes pour des stands, et ayant travaillé sur 3 projets similaires ou plus dans le domaine d'événementiel.
- **Un (1) responsable technique :**
Responsable de tous les aspects techniques, ayant un diplôme BAC+3 et ayant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans la réalisation et la coordination technique globale d'événements et ayant travaillé sur 3 projets similaires ou plus.
- **Un (1) photographe :**
Chargé de réaliser des prises de vue et mettre en œuvre les techniques de conception et de développement des photos. Il doit disposer d'une expérience de 2 ans au minimum.



- **Un (1) vidéaste :**

Chargé de réaliser des prises de vue et mettre en œuvre les techniques de conception et de développement des vidéos. Il doit disposer d'une expérience de 2 ans au minimum.

Le prestataire doit adjoindre à cette équipe projet toute autre personne qualifiée pour assurer la réalisation des prestations demandées, notamment un photographe et un vidéaste pour assurer la couverture audiovisuelle. Le prestataire devra mettre en place une structure d'appui pour veiller à la préparation et assurer le suivi des actions.

ARTICLE 32: CHANGEMENT DU PERSONNEL

Sauf demande de la part du maître d'ouvrage, aucun changement ne sera apporté au personnel composant l'équipe proposée dans l'offre du titulaire du marché.

Si, pour quel que soit les raisons, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres clé du personnel, le titulaire du marché fournira une personne de qualification égale ou supérieure (CV à l'appui) et le soumettra à l'approbation préalable du maître d'ouvrage.

Si le maître d'ouvrage n'est pas satisfait de la performance d'un membre du personnel, le titulaire du marché devra fournir sans délai un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent être au moins égales à celles de la personne à remplacer.

ARTICLE 33: OBLIGATIONS LIEES A LA REALISATION DES PRESTATIONS

Le prestataire s'engage à donner suite à toute demande d'information permettant au maître d'ouvrage d'assurer le contrôle de la réalisation des prestations objet du marché.

Le prestataire est tenu d'informer le maître d'ouvrage de tout événement ou circonstance de nature à entraver le bon déroulement de l'exécution des prestations objet du marché.

ARTICLE 34: COPYRIGHT

Toutes les créations réalisées pour le compte du CSEFRS, toutes les vidéos, images, fichiers, photos et tous autres supports utilisés dans le cadre du marché sont la propriété exclusive du Conseil, qui peut les utiliser librement en dehors de cette prestation.

Le prestataire cède au CSEFRS les droits de propriété littéraire et artistique afférents aux réalisations des prestations décrites dans le présent marché, en vue de leur exploitation dans tout type de communication, notamment :

- Le droit de reproduction : le droit de reproduire, dupliquer et adapter pour les besoins de communication et de promotion du CSEFRS, sur tous supports : vidéos, reportages TV ou supports numériques.
- Le droit de propriété consenti par le prestataire à titre exclusif au CSEFRS, pour usage sans limite de durée.

Le prestataire autorise le CSEFRS à reproduire et/ou à présenter librement le contenu réalisé dans le cadre du marché et à les exploiter sur tout support destiné à la promotion et/ou la publicité du CSEFRS.

Le CSEFRS pourra exploiter le contenu dans toutes les circonstances et sur tous les supports qui lui conviendront.



ARTICLE 35: BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

N° Prix	Désignation	Unité de mesure	Qté	Prix Unitaire HT	Prix Total HT
1	Conception, aménagement et équipement du stand du CSEFRS au SIEL 2025 d'une dimension de 50 m2 : <ul style="list-style-type: none"> • Conception du stand (maquette 3D) • Travaux d'aménagement, de montage et de démontage du stand, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - Les travaux de peinture, de revêtement mural et du sol, d'éclairage, de câblage et de raccordement et de système de climatisation - L'Équipement en mobilier et matériel : - La décoration par des plantes vertes et compositions florales : - Le service de manutention, transport et maintenance : - Le service d'hygiène : - La fourniture des outils numériques, habillage digital et sonorisation 	Forfait	1		
2	Organisation logistique et culturelle de la journée dédiée aux élèves :				
2.1	Packs constitués de gilets, de badges et de casquettes personnalisées suivant les orientations du Conseil	Pack	100		
2.2	Animation de la journée dédiée aux élèves	Forfait	1		
2.3	Le transport, des 100 élèves, aller – retour, dans des autobus sécurisés.	Minibus	6		
3	Réalisation et production d'une vidéo promotionnelle sur le contenu de l'ouvrage, publié par le Conseil, consacré à sa mémoire institutionnelle : Vidéo évoluée en motion design 2D de 1 à 3 min	Vidéo	1		
4	Conception, la production et la mise à disposition d'outils et de supports de communication				
4.1	Développement de la charte graphique et déclinaison	Forfait	1		
4.2	Impression des cartons d'invitation avec enveloppe	Exemplaire	500		
4.3	Impression du dossier de presse	Exemplaire	200		
4.4	Impression de brochures institutionnelle du CSEFRS	Exemplaire	3000		
4.5	Impression de la bande dessinée du CSEFRS en arabe	Exemplaire	1000		
4.6	Impression de la bande dessinée du CSEFRS en amazigh	Exemplaire	1000		





N° Prix	Désignation	Unité de mesure	Qté	Prix Unitaire HT	Prix Total HT
4.7	Couverture audiovisuelle (photo et vidéo)	Jour	11		
4.8	Conception et réalisation des roll-UPS	Unité	3		
4.9	Diffusion en direct (Live)	Jour	2		
TOTAL HORS TVA					
TAUX TVA (20%)					
TOTAL TTC					

Arrêté le présent bordereau des prix à la somme deDH TTC
(.....dirhams Toutes Taxes Comprises).



DERNIERE PAGE
CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES
APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX
N°01/CSEFRS/2025

OBJET : LA CONCEPTION, L'AMENAGEMENT ET L'EQUIPEMENT DU STAND DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CSEFRS) A L'OCCASION DE SA PARTICIPATION AU SALON INTERNATIONAL DE L'EDITION ET DU LIVRE 2025 (SIEL) ET ORGANISATION DES ACTIVITES Y AFFERENTES.

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR</u></p> <p style="text-align: center;"> Zineb BOUKHARTA Chef de Département de Communication</p>	<p style="text-align: center;"><u>VERIFIE PAR</u></p> <p style="text-align: center;"> KHADDOUJ BENJELLOUN Directeur du Pôle Ressources</p>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p>	<p style="text-align: center;"><u>VALIDE PAR</u></p> <p style="text-align: center;"> Aziz KAICHOUH Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique</p>